

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 14

Pouvoir : 1

L'an deux mille douze et le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, WEISS Elisabeth, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, LACREUSE Brigitte, PELLERIN Annick, BLANC Aymeric-Numa, DOTTA Stéphane, BESSONE Eric, LAMBERT CONSTANT Eliane, BUISINE Serge.

Absents et excusés :

HILY Guy (pouvoir à UVERNET Gabriel),

EGENSCHWILLER Sabine,

MATI Chantal,

GIROUD Patrick,

FILERI Grégory.

Objet : Instauration du droit de préemption urbain renforcé sur certaines parties du territoire communal

Vu, le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-4, L 213-1 et suivants, et R 211-1 et suivants ;

Vu, les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales ;

Vu, la délibération du conseil municipal en date du 13/06/1996 instaurant sur le territoire de la commune un droit de préemption urbain ;

Vu, la délibération du conseil municipal en date du 28/03/2008 réitérant sa volonté d'instaurer sur le territoire de la commune un droit de préemption urbain ;

Considérant qu'il est nécessaire que la commune du Thoronet puisse poursuivre en vertu des dispositions du code de l'urbanisme ses actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,

Considérant que l'instauration du droit de préemption « renforcé » tel que défini à l'article L 211-4 du code de l'urbanisme permettra à la commune de mener à bien la politique ainsi définie en considération de l'intérêt général de ses habitants.

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'il est indispensable que la Commune du Thoronet (qui dispose du site touristique le plus visité du Var) puisse agir

pour valoriser et promouvoir son territoire ; en outre, elle se doit de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques notamment l'artisanat, de réaliser des équipements collectifs, de permettre la restructuration urbaine.

En effet, depuis l'arrêt de son activité minière, la Commune du Thoronet a résolument tourné son économie vers le tourisme, plus particulièrement le tourisme vert et vers la viticulture.

Il est d'ailleurs prévu au sein du projet d'aménagement et de développement durable du P.L.U. de la Commune, en cours d'élaboration, l'implantation d'une Maison de Pays.

Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de maintenir et poursuivre ses efforts en s'assurant de la pérennité du tissu économique local, tourné vers la valorisation d'un savoir faire, l'accueil de tourisme sous toutes ses formes que ce soit l'artisanat, le commerce de proximité, la restauration.

Le droit de préemption urbain renforcé permet de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux.

Chaque cession sera subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune. Cette déclaration précisera le prix et les conditions de cession.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'instaurer le droit de préemption urbain renforcé tels qu'énoncé au sein du code de l'urbanisme notamment l'article L 211-4 sur les secteurs du territoire tels que définis sur le plan annexé – Il s'agit du noyau villageois et de la zone d'activités place Louis Fainand.

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération sera soumise à l'ensemble des formalités de publicité prévues par les articles R 211-2 et R 211-3 du code de l'urbanisme.


Adopté à l'unanimité

Ainsi délibéré, les jour, mois, et an que dessus.

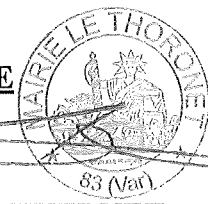
Certifié conforme à l'original

Le 25 Septembre 2012

LE MAIRE



GABRIEL UVERNET



DIRECTION GÉNÉRALE DES

FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
INFORMATISÉ

Du P. 250/251

Département :
VAR

Commune :
LE THORONET

Section : AW
Feuille : 000 AW 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 24/09/2012
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre
des impôts foncier suivant :
DRAGUIGNAN
Chemin de Sainte Barbe B.P. 407 83008
DRAGUIGNAN Cedex

Cdif.draguignan@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

©2011 Ministère du budget, des comptes publics, de
la fonction publique et de la réforme de l'Etat

